

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

20 AU 26 OCTOBRE 1994

N° 971

10,00 F

MANŒUVRES MILITAIRES A LA FRONTIÈRE IRAKO-KOWEÏTIENNE

Une nouvelle guerre du Golfe aura-t-elle lieu ?



Durant la guerre du Golfe, les Français dans le désert arabe. Photo Sipa.

Va-t-on vers une nouvelle guerre du Golfe ? Les médias nous annoncent sur un ton dramatique que Saddam Hussein a fait masser deux divisions de son armée à vingt kilomètres de la frontière koweïtienne ; l'administration américaine remet en branle tout son dispositif militaire ; bref, la « communauté internationale », comme on dit, est en émoi.

LA PREMIÈRE CHOSE qui vient à l'esprit est que, il y a quatre ans, le gouvernement américain n'a pu décrocher l'accord de l'Arabie saoudite de masser des troupes occidentales dans le pays que parce que les militaires américains avaient montré des photos de l'armée irakienne massée à la frontière ; photos dont la presse américaine a révélé plus tard qu'il s'agissait de faux destinés à forcer la main des autorités de l'Arabie saoudite... Est-ce une

réédition du même procédé ? Probablement pas.

DÉJÀ, IL Y A DEUX ANS, DES « BOMBARDEMENTS ÉLECTORAUX »... — L'événement est certainement à mettre en relation avec la mise en place, le 10 octobre, d'un dispositif de surveillance — perçu comme une atteinte à la souveraineté de l'Etat par les Irakiens — constitué d'une centaine d'experts scientifiques installés dans un ancien hôtel de Bagdad, et qui doivent surveiller les principaux sites militaro-industriels du pays grâce à un invraisemblable réseau de caméras, d'hélicoptères porteurs d'équipements de détection ultra-perfectionnés...

Curieusement, des événements comparables ont eu lieu il y a deux ans. L'éventualité d'un retour à une action militaire en Irak coïncidait alors avec le début de la campagne électorale de George Bush et avec la chute de sa cote dans les sondages. Or, c'est encore une fois précisément ce qui se passe, mais avec Clinton, des élections partielles importantes devant avoir lieu prochainement. Il y avait eu l'affaire de la perquisition des inspecteurs de l'ONU au ministère de l'Agriculture, en juillet 1992 : Bush avait fait envoyer un porte-avions et 2 400 marines dans le Golfe. L'affaire, qui avait été montée en épingle, s'était soldée par un compromis, les inspecteurs n'avaient rien trouvé dans le bâtiment, et l'*International Herald Tribune* du 31 juillet avait cité le témoignage d'un des inspecteurs, selon lequel la crise aurait facilement pu être évitée sans tout ce tintouin, et que d'ailleurs ils ne savaient même pas que le bâtiment dans lequel ils avaient demandé à entrer était un ministère ! Cette affaire réglée, il fallait trouver

(suite p. 4)

L'ÉCOLE LIBERTAIRE

BONAVENTURE D'OLÉRON

L'an 02 d'une petite république éducative

TROIS MIOCHES de plus que l'an dernier ; le renfort d'une nouvelle famille ; de nouveaux locaux flambant neufs, clairs et spacieux ; un grand jardin au milieu duquel trône — la proue dirigée droit sur l'aventure — un vieux bateau débordant de cris et de rires d'enfants ; la forêt environnante, mystérieuse ; la mer toute proche, rugissante ; un chien qui n'en revient pas de tant de caresses et de choco BN ; une équipe de permanents (une instit. et deux animateurs) aguerrie par une année d'expérience commune ; un coin de ciel bleu ferraillant sans relâche avec les nuages... c'est peu dire que la rentrée scolaire de l'école libertaire Bonaventure (la deuxième de son histoire) s'est déroulée, le lundi 12 septembre 1994, sous de bons augures.

Une rentrée avec de bonnes joues rouges de santé, donc, comme les tuiles des petites maisons trapues de Chaucre, ce petit village de l'île d'Oléron où Bonaventure a jeté l'ancre !

Qu'on ne s'y trompe cependant pas : pour avoir aujourd'hui bonne mine, Bonaventure n'en demeure pas moins fragile. Extrêmement fragile même !

Bonaventure, en effet, s'est construite autour d'un quadruple pari.

Le premier, d'ordre scolaire, pédagogique et éducatif, consiste à affirmer qu'apprendre à lire, écrire, compter... conditionne l'accès à une liberté digne de ce nom. Que ces apprentissages peuvent s'effectuer sur des modes libertaires (apprendre à apprendre,

constructions de savoirs et de méthodes, relations anti-autoritaires entre enseignants et enseignés...). Et qu'ils ne peuvent prendre sens, réalité et efficacité que dans le cadre d'un apprentissage global de la citoyenneté, de l'autogestion, de la liberté, de l'égalité, de l'entraide...

Le second, d'ordre géo-politique, consiste à essayer d'inscrire ce petit bout d'école libertaire (1) dans une espèce de mouvement social anti-capitaliste et anti-autoritaire, rassemblant aussi bien des alternatives scolaires ou éducatives que des coopératives ouvrières de production, des communautés agricoles, des collectivités de vie, des alternatives syndicales, politiques, culturelles...

Le troisième, d'ordre politique et institutionnel, consiste à essayer de se penser et de fonctionner au maximum en termes collectifs. Au niveau de ceux qui vivent directement Bonaventure. A travers des réunions de toute sorte. Et au niveau de l'ensemble de ceux qui vivent et soutiennent le projet. A travers des commissions, un congrès...

Le quatrième, d'ordre financier, consiste à oser une gratuité reposant sur des petits ruisseaux de solidarité politique, sensibles au caractère symbolique et exemplaire du projet, sur des actions de soutien de toute sorte et sur la capacité

(suite p. 8)

(1) Incapable en tant que telle de changer la logique de classe de l'école capitaliste qui, comme chacun devrait le savoir, plonge ses racines dans la logique d'ensemble d'un système social.

Début juillet 1994, première pierre de la nouvelle école Bonaventure.



T 2137 - 971 - 10.00 F



FOP 2520

EN RÉUNION NATIONALE A CRÉTEIL, LES 24 ET 25 SEPTEMBRE...

AC ! : un cadre unitaire pour lutter contre le chômage

La toute récente assemblée générale d'AC ! s'est déclarée opposée à lancer quelque mot d'ordre politique que ce soit au cours des prochaines consultations électorales. Elle a ainsi confortée sa vocation à être un cadre unitaire pour les associations de chômeurs et de défense des droits de l'homme, les syndicats et les collectifs qui entendent mener une action sociale énergique contre le chômage et ses conséquences.

VINGT-NEUF COLLECTIFS AC ! de localités, treize associations, y compris des associations de chômeurs, des représentations de syndicats, dont certains poids lourds comme la Fédération syndicale unitaire (1), qui revendique plus de 120 000 membres, ou le Syndicat national unifié des Impôts (2) avec ses 20 000 adhérents, plus de deux cents personnes présentes lors des deux jours de débat, tel est le bilan, en chiffres bruts, de la toute récente réunion nationale de l'association « AC ! agir ensemble contre le chômage ».

Dès la première heure, chacun des participants avait compris que cette assemblée générale avait une grande importance : après la marche et la manifestation du premier semestre de 1994 — et leur

succès médiatique — il était indispensable de faire le point et surtout de « recalcr » l'organisation.

Qui et pourquoi ?

Qu'est-ce qu'AC ! ? s'interrogèrent nombre d'intervenants. Un consensus quasi unanime répondit : c'est un principe fédérateur, un « chapeau » sous lequel des collectifs locaux, des associations de défense des droits de l'homme, des regroupements de chômeurs ou d'exclus, des organisations syndicales travaillent ensemble pour obtenir un rapport de force suffisant pour peser sur les décisions des pouvoirs publics et du patronat. Les mots « rapport de force à construire » furent répétés tout au long de ces deux journées... Quatre types différents d'associations donc.

L'objectif, c'est d'abord d'améliorer le sort, la vie de tous les jours des personnes privées d'emploi ainsi que celles qui sont précarisées, sans ressources, sans logement... Puis, il s'agit d'imposer une régression significative du nombre de chômeurs pour aller vers le plein emploi de tous ; évidemment, cette orientation implique de contraindre les « décideurs » politiques et patronaux de modifier de manière importante leurs choix économiques antérieurs (3).

AC ! doit en conséquence, et impérativement, insister un grand nombre d'orateurs, accroître son implantation et regrouper en son sein, sous ce chapeau fédérateur qui permet de travailler ensemble en gardant sa spécificité, le plus de forces sociales possible. Seul un rassemblement important en nombre et en influence, mettant en mouvement de grandes foules, couvrant le territoire national et ayant des liens avec des regroupements analogues hors des frontières, pourra être en mesure d'inverser le rapport de forces. Beaucoup de membres d'AC ! sont conscients de la hauteur de l'enjeu — plusieurs fois, on parla d'un Mai 68 contre le chômage. C'est peut-être la raison pour laquelle les diverses composantes politiques ont su faire taire leurs désaccords et se sont abstenus de défendre bec et ongles leurs intérêts de boutique.

Une organisation sociale indépendante

Ces divergences et ces intérêts sont apparus néanmoins. Un représentant de la FSU, par exemple, dès le commencement de la première séance, a voulu démentir les affirmations de *Politis*, qui avait cru voir dans AC ! un point de rapprochement entre les Verts, la LCR et le PS, via Emmanueli. Il concluait que,

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — La Vigie
 Diffusion SAEM
 Transport Presse

Les principales décisions retenues à la réunion d'AC !

Transport. — Transport gratuit pour les personnes les plus nécessiteuses ; organisation à cet effet d'une campagne nationale d'action.

Logement. — Occupations de lieux publics pour exiger la réquisition des logements vides et obtenir que les maires promeuvent des arrêtés municipaux interdisant toute expulsion d'un domicile de chômeurs ou de précaires sur le territoire de leurs communes. Actions à organiser contre les coupures de courant, de gaz, d'eau. Organisation de réseaux anti-expulsion. Constitution dans les localités de maisons de la solidarité.

Unedic-Assedic. — Actions ponctuelles concernant les cartes de pointage ; rassemblements devant les agences ; réflexion collective à mener afin d'organiser une action forte vers cette institution.

Réduction du temps de travail. — Réduction du temps de travail hebdomadaire à 30-35 heures selon les professions et les industries sans réduction de salaire et avec les embauches correspondantes ; transformation des emplois à durée déterminée en contrat à durée indéterminée ; arrêt des heures supplémentaires.

Elections présidentielle et communales. — Eu égard à la nature pluraliste et au fonctionnement fédératif d'AC !, aucune consigne de vote lors des deux consultations ; campagne d'interpellation des candidats à partir des orientations retenues lors des assemblées générales d'AC !

Sortir de l'Hexagone. — Contact à prendre avec collectifs, associations et syndicats qui mènent dans les autres pays un combat analogue à celui d'AC ! ; organisation de jumelages internationaux entre ces groupements.

si par malheur l'association en construction AC ! était pareillement instrumentalisée, elle était, malgré des premiers mois prometteurs, déjà à l'agonie.

Un représentant d'un collectif d'Alsace fit observer également que la première brochure *Données et Arguments*, accueillant complaisamment les poncifs économiques de Lipietz, du parti Vert, pouvait faire croire que la position de ce dernier parti, à savoir qu'une réduction du temps de travail devait s'accompagner d'une baisse des salaires, était également l'orientation d'AC ! Cette contre-vérité — AC ! revendiquant une réduction du temps de travail avec maintien du salaire et embauches correspondantes — avait maintenu dans une expectative méfiante certains camarades tels, concluait l'intervenant, « les bien sympathiques copains de Courant alternatif ».

Et puis un collectif proposa qu'un chômeur soit candidat à la présidence de la République, pas n'importe lequel, fut-il aussitôt précisé, un bien de sa personne, qui sache argumenter et débattre... Proposition immédiatement contrebattue par un autre collectif proposant de faire campagne pour le vote nul, ou le boycott.

Qui n'a pas, dans l'assemblée, enfin, fait le lien entre les propositions d'« états communaux » dans les localités et les prochaines élections municipales ? On causerait sans doute des programmes et des mesures à prendre sur le plan local. Et sans doute quelques candidats de la bonne gauche et de la meilleure écologie politique viendraient expliquer que si les chômeurs votaient pour eux, cela réduirait le nombre de sans-emplois et autres diverses menteries.

Ces diverses manifestations partielles furent reçues avec beaucoup de réticences par la très grande majorité des participants — quelquefois avec une franche hostilité. Et la plupart de ceux qui prirent la parole

déclarèrent, en substance, que le seul vrai moyen de réaliser les objectifs du rassemblement était l'action sociale, sous toutes ses formes, parce que seule l'action sociale pourra permettre de constituer un rapport de forces suffisant pour peser sur les pouvoirs publics et le patronat. On n'a pas manqué de rappeler le précédent de 1981...

La conclusion du débat s'imposait : la majorité souhaitait qu'aucun mot d'ordre politique ne soit avancé au cours des prochaines campagnes, position qui fut finalement adoptée par tous, quelles que soient les arrière-pensées des adhérents des partis.

Un cadre commun pour l'action

Cette assemblée générale de septembre de l'association, si elle a été critiquée par quelques militants qui auraient souhaité que soient proposées plus d'actions concrètes et surtout une initiative nationale de grande envergure, a conforté l'association, et les mois à venir seront sans doute une période de renforcement. Les décisions d'actions, dont on lira un résumé dans l'encadré ci-contre, ainsi que l'orientation d'AC ! de refuser d'entrer dans la mascarade électorale fournissent un cadre commun pour l'action. Les libertaires seront de ce combat. ♦

JACQUES TOUBLET

(1) FSU : regroupement de ceux qui ont été exclus de la FEN par les majoritaires proches du PS.

(2) SNUI, syndicat autonome du ministère des Finances, aujourd'hui majoritaire dans ce secteur ; on remarque également, entre autres, des représentants du SUD-PTT, du CRC, du Syndicat des correcteurs CGT et des syndicats de la CNT.

(3) Une intervenante a cité à l'assemblée la déclaration d'un grand patron, lue dans un journal économique : « Aujourd'hui, le travail n'est plus un droit ; un emploi se mérite, alors que des millions de personnes sur la planète sont prêtes à travailler dur pour pas grand-chose... »

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).
 Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
 Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

RENDEZ-VOUS

VALLÉE D'ASPE
**Somport :
la mascarade continue !**

Dans les Pyrénées, les travaux de construction de l'axe routier européen E7 (réaménagement de la RN 134, percement du tunnel du Somport) se poursuivent. Si ce chantier aboutissait, la vallée d'Aspe ne serait plus qu'un couloir à camions vers lequel convergeraient cinq axes autoroutiers français et espagnols, invivable pour ses habitants. Cela marquerait également l'abandon de la vallée aux appétits destructeurs et sans limite du système marchand.

Depuis bientôt cinq ans, de nombreuses actions ont été menées. Elles ont permis de freiner l'arrivée des travaux, mais se sont vues opposer une violence systématique de la part des gendarmes mobiles et de certains pro-tunnel. Aujourd'hui, ce sont 150 gendarmes mobiles qui patrouillent en permanence pour 2 000 habitants, auxquels il convient d'ajouter les gendarmes locaux, les RG, les indics et les petites milices pro-tunnel... Le bilan de la répression est assez inquiétant. Tous les moyens ont été employés pour briser la résistance : fichage systématique de tous les opposants, écoutes téléphoniques, violences policières, gardes à vue, comparutions immédiates, amendes et emprisonnements fermes ou avec sursis...

La justice, jusqu'à présent, fermait les yeux sur les délits

commis par les pro-tunnel. Début octobre, des partisans du tunnel, présumés auteurs, en novembre 1993, d'« actes de vandalisme » contre des véhicules d'opposants (et pour l'un d'eux, responsable de l'incendie d'une partie du gîte d'Eric Pétefin, La Goutte-d'Eau) sont mis en examen par le tribunal de Pau.

**Retour en prison
pour Pétefin**

Mais le revirement n'était que de la poudre aux yeux ! Inféodée au pouvoir local et national, la justice paloise a repris son cours inique : Eric Pétefin est incarcéré pour un mois depuis le 6 octobre. Quel crime a-t-il commis ? La veille, il a « entravé » la circulation sur la RN 134, en s'asseyant sur la route avec une quinzaine de personnes, ceci afin de bloquer un camion d'ammoniaque, véritable bombe roulante.

Mais s'il est en prison, c'est pour le protéger (dixit le procureur !). De qui se moque-t-on ? Le 5 octobre, des élus locaux (maires et conseillers généraux) ont manifesté pour soutenir les pro-tunnel mis en examen pour des exactions. Cela ne mériterait-il pas une mise en examen de ces élus pour incitation

à la violence ? Tous ces faits renforcent notre détermination à poursuivre la lutte.

Le pouvoir, symbolisé dans la vallée par l'armée, semble prêt à tout pour imposer son délire routier. La Coordination autonome des Comités Somport pour l'arrêt immédiat des travaux qui s'inscrit contre cette logique expansionniste, destructrice, du capitalisme appelle à un grand rassemblement les 11, 12 et 13 novembre 1994, pour dénoncer : l'occupation militaire, demander l'abandon des poursuites judiciaires contre tous les opposants et obtenir l'arrêt des travaux de saccage !

La vallée d'Aspe est-elle la propriété privée des technocrates européens, entreprises de BTP et autres lobbies d'Euro... marchands ? Bien sûr que non ! Et pour le leur faire comprendre, empêchons par tous les moyens la réalisation de ce projet de mégalos. Il reste encore un espoir de sauver ce fabuleux territoire, mais il va falloir qu'il se concrétise très vite. ♦

**JOËLLE LEVERT
(Comité Somport -
Ile-de-France)**

N.B. : Comité Somport Ile-de-France, 46, avenue de Dourdan, 91530 Saint-Cheron.

PARIS : SUR LE FRONT
DES EXPULSIONS

**Le 9,
rue Saint-
Sauveur
comparaît
en référé**

Dans le n° 969 du ML, à l'occasion du non-acheminement par la Poste du courrier à l'adresse du squatt du 9, rue Saint-Sauveur (2^e arr.), nous évoquions, comme propriétaire du lieu, la Ville de Paris qui était présentée par la Poste du Louvre comme étant l'initiatrice de cette rétention. Mal nous en a pris, car, lors de l'assemblée générale du squatt, qui s'est tenue le vendredi 14 octobre, nous avons enfin pu mettre un nom sur le réel propriétaire, et ceci après qu'un cabinet d'huissiers (Messieurs Régnier-Nocquet et P. Nocquet), le cabinet Lebas (5, avenue de l'Opéra), ait fait savoir



L'entrée du squatt.

qu'une comparution en référé était prévue pour le jeudi 20 octobre, à 13 h 30, au Palais de justice de Paris.

Le propriétaire du 9, rue Saint-Sauveur est la société Néréide, domiciliée au 26, rue Laffite (8^e arr.), dans un immeuble qui abriterait la Banque pour l'Industrie française. La société en question serait une filiale d'un grand groupe d'assurance (le GAN a été évoqué durant l'AG).

La société Néréide aurait pour spécialité le rachat de sociétés en difficulté (ce qui est le cas de

l'ancien hôtel-restaurant du 9).

La journée du jeudi 20, au tribunal de grande instance, en salle des référés, est une journée décisive car elle va marquer de son sceau l'avenir des habitants du squatt. On s'attend à un arrêté d'expulsion. Expulsion à plus ou moins brève échéance, s'il est tenu compte de la trêve d'hiver. Le temps est donc compté pour les habitants sans droit ni titre. La solidarité, par contre, ne doit pas l'être. C'est pourquoi, nous vous invitons à vous rendre en nombre au rendez-vous fixé par la justice, pour soutenir la

Coordination des sans-abri qui a ouvert le squatt, ainsi que, et surtout, ses habitants (près d'une vingtaine de familles).

Il est à noter, avant de conclure, que pour le lundi 17 octobre, une manifestation avait été appelée, en faveur de la famille Mouelhi (dont vous avez pu lire les péripéties dans le ML n° 969), devant la mairie du 2^e arrondissement.

Bougeons sur le front des expulsions et du logement. Soyons solidaires ! ♦

**CLAUDE NEPPER
(gr. La Villette - Paris)**

BRETAGNE (GUINGAMP, NANTES)

A l'initiative du « Local » (dont la FA est partie prenante) de Nantes et du Réseau autonome de Bretagne, en ce qui concerne Guingamp, René Berthier animera une série de conférences sur le thème suivant : « Il y a 50 ans, le FMI, la Banque mondiale... Quelle conséquence dans le tiers monde ? Quelle alternative ? » :

— Guingamp, jeudi 20 octobre, à 20 h 30, à la salle de Pors-an-Ken ;
— Nantes, vendredi 21 octobre, à 20 h 30, au « Local », 16, rue Sanlecque, quartier La Madeleine.

Rectificatif : A Lorient, la conférence du 19 était organisée conjointement par le Réseau autonome de Bretagne et le groupe FA.

CHELLES

Le groupe Sacco-et-Vanzetti organise le samedi 22 octobre, à 20 h 30, au 1 bis, rue Emilie, à Chelles (près de la gare), une conférence-débat sur le thème : « Histoire de la littérature prolétarienne en France ». Cette soirée sera animée par Jérôme Radwan, responsable du Centre Henry-Poullaillé de Cachan. Groupe Sacco-et-Vanzetti c/o : 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

PARIS

Le groupe Louise-Michel organise au 10, rue Robert-Planquette (métro Abbesses ou Blanche), 75018 Paris, une soirée vidéo-débat, le 21 octobre à 20 h 30, projection du reportage réalisé le 11 novembre 1993 lors de la journée nationale antimilitariste « Agir, désobéir ».

TOULON

Les groupes Nada et Région-toulonnaise de la FA et le collectif libertaire « La Commune » organisent le vendredi 28 octobre, à 20 h 30, salle Mozart (boulevard Maréchal-Leclerc), une réunion-débat/spectacle : « Ya-t-il une vie après la prison ? », avec Serge Livrozet et Roland Agret. Table de presse à l'entrée. Participation aux frais : 50 F (réduction pour les chômeurs et les étudiants : 30 F).

« PASQUA BOUGE DE LÀ ! » (SUITE)

**Entrave à la liberté
d'expression**

Nous relations, dans le ML de la semaine dernière, les mésaventures survenues à des distributeurs de tracts lors d'un pince-fesse mondain organisé par Libération au Trocadéro. Nous publions, cette semaine, de plus amples explications, après convocation par le 4^e cabinet de délégations judiciaires.

Pour ceux qui aiment les romans policiers et qui ne détestent pas à l'occasion goûter à l'ambiance colorée des commissariats, et pour mieux s'imprégner de l'atmosphère noire de leurs lectures... le groupe « Les huit de Paris » est particulièrement gâté, puisque après une garde à vue, le 25 septembre, ils viennent de découvrir le 14 octobre les locaux, bien tenus, du quatrième cabinet de délégations judiciaires, afin de répondre d'une diffamation publique envers un ministre, Charles Pasqua.

Plainte du ministère, enquête du parquet, poursuite sous le coup des articles 23, 29 alinéas 30, 31. Voilà au moins une réponse à la question « Que fait la police ? ».

Elle ne chôme pas, heureusement pour elle.

On ne citera pas les passages incriminés du tract, car il y a au moins cinq ou six phrases anodines.

Si on analyse l'attaque juridique portée sur le tract Pasqua bouge de là !, on notera que l'idée toute simple du titre n'est pas prise en compte. Bizarre, vous avez dit bizarre ?

Tout le monde peut le reprendre « Pasqua bouge de là ! » n'est pas diffamatoire.

Plus sérieusement, tous ceux qui se veulent libres doivent maintenant veiller à la liberté d'expression et agir (Cf. affaire Pétefin, comité du Somport ; mise en examen de Jean-Pierre Perrin pour un tract, à Orléans ; procédure en route pour « Les huit de Paris »).

Comment dire — des fois on ne sais plus où donner de la tête —, alors la mise en place d'un comité de soutien à tous ceux qui sont offensés, dans leur expression, est urgente. ♦

ARMAND RAGÉ

PARIS 14^e
Soirée ciné-débat
sur le droit
à l'avortement
jeudi 20 octobre - 22 h
à l'Entrepôt
7, rue de Pressensé,
avec « Histoire d'A »
de Charles Belmon
(ce film a été un élément
fort dans la mobilisation
des femmes en 1973).

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
« Raconte pas ta vie » :
Deux femmes à l'école
samedi 22 octobre, de 20 h 30 à 22 h

Une nouvelle guerre du Golfe aura-t-elle lieu ?

(suite de la « une »)

autre chose, aussi la presse américaine révéla qu'il existait un plan prévoyant de bombarder les ministères irakiens si Saddam Hussein refusait l'accès des inspecteurs au ministère de l'Industrie militaire... qui avait déjà été fouillé et dans lequel on n'avait rien trouvé.

Comme ce genre de manœuvre ne pouvait pas mener très loin, on trouva autre chose. Le 13 janvier 1993, 114 avions américains et quelques avions français et anglais bombardèrent l'Irak ; le dimanche suivant, 45 missiles Tomahawk (5 millions de francs pièce) détruisent une usine de machine-outils (1) à 20 kilomètres au sud de Bagdad, opération suivie, le 18, d'une attaque de 75 avions, Bush ayant été mécontent des résultats de la première attaque, avec de nouveaux bombardements le 20 et le 22 janvier, pour figurer. Quel avait le prétexte d'une telle hargne ? Le 15 janvier devait entrer en vigueur le nouveau tracé de la frontière koweïtienne, décidé par une commission de l'ONU en avril 1992, et qui amputait l'Irak de son champ pétrolier de Roumah et de son seul port, Oum-al-Qasr, le tout gracieusement offert au Koweït. Les Irakiens avaient le droit de récupérer leur matériel civil ; le 11 janvier, on nous annonce une provocation irakienne : des ouvriers avaient pénétré dans le port et avaient démonté plusieurs entrepôts, et la veille, des soldats irakiens avaient pénétré dans la zone démilitarisée près du port et s'étaient emparés d'un stock d'armes qui, selon *le Monde*, avait été « dissimulé dans des caches lors de l'occupation du Koweït ». Les experts de l'ONU, en somme, étaient restés deux ans près d'un stock d'armes sans le voir. Personne, à part quelques naïfs, ne doutait à l'époque

que toute cette agitation ne fût motivée par les exigences électorales de Bush.

LA GUERRE, UNE FUITE EN AVANT — On nous avait parlé, avant la guerre, de « quatrième armée du monde ». Nous avions été les premiers à dénoncer la mystification, notamment sur Radio Libertaire, bien avant les opérations militaires en Irak, et à rappeler les piètres performances de cette armée (2).

L'armée irakienne — largement

Une armée irakienne surévaluée

équipée par la France, rappelons-le — était capable de massacrer sa propre population, elle n'a pu vaincre l'Iran, un autre pays du tiers monde, qu'au prix d'énormes sacrifices ; elle était incapable de tenir tête à une armée d'un pays technologiquement développé, d'autant moins que son matériel, tout perfectionné qu'il fut, était de deuxième ou troisième génération par rapport à celui que les pays industrialisés gardaient pour leur propre usage.

Il est donc difficile, aujourd'hui, d'imaginer que les deux malheureuses divisions irakiennes puissent être postées là pour autre chose que de l'irrigation. Ce qu'on nous présente donc aujourd'hui comme une opération militaire n'est en réalité probablement qu'une manœuvre parfaitement imbécile — mais dans ce domaine, Saddam Hussein n'est pas à cela près. Saddam Hussein a l'habitude de pratiquer la guerre comme fuite en avant pour désamorcer les contradictions internes dans le pays. Après une

guerre de presque dix ans que l'Irak a déclenchée contre l'Iran, le pays était secoué par un mécontentement populaire grandissant né des restrictions économiques et de l'absence de liberté. Le niveau de vie avait considérablement chuté. La crise sociale prenait une ampleur qui menaçait le régime. L'invasion irakienne du Koweït avait été, en partie, une réponse du pouvoir à la crise qui menaçait le régime : une tentative de mobilisation populaire sur des thèmes nationalistes qui devait souder la population autour du pouvoir afin de faire oublier les problèmes quotidiens. C'était ailleurs, du côté américain, strictement la même chose.

Aujourd'hui, après quatre ans de blocus, on peut parfaitement imaginer que c'est la même raison qui pousse Saddam Hussein.

La situation de la population irakienne est devenue intenable, désespérée. En outre, la base sociale du régime s'amenuise. Organisée selon des cercles concentriques déterminés essentiellement par l'appartenance familiale, clanique ou provinciale du dictateur, elle tirait auparavant ses revenus de la rente pétrolière de l'Etat, rente qui n'existe plus depuis la guerre. Ces cercles concentriques, en commençant par la périphérie, c'est-à-dire les fonctionnaires les moins importants, se sont donc trouvés progressivement exclus des privilèges de leur fonction. Selon des témoignages que nous avons pu obtenir, la contrebande constituait une source de revenus pour une partie de la population, mais c'était aussi une source de revenus importante de la caste au pouvoir elle-même, qui s'est considérablement enrichie grâce à son contrôle de l'économie.

Mais, avec l'accroissement des difficultés liées au blocus, des mesures furent prises pour limiter la contre-

bande et le commerce parallèle dans la population. Le 4 juin dernier, la punition islamique de la main coupée pour vol fut instaurée, avec amputation du pied pour les récidivistes. Le commerce effectué avec des monnaies étrangères illégales et la falsification de documents officiels entrent dans cette catégorie. Le 25 août, un décret annonce que les déserteurs, ou quiconque leur donne abri, auront la main coupée et un X tatoué entre les yeux. (Mais en même temps, le régime vend des exemptions de service militaire pour 1 000 dollars...). Plusieurs milliers de personnes auront subi ce sort (3). Aujourd'hui, les exécutions frappent tous les secteurs de la société irakienne, y compris les officiers de l'armée et les cercles du pouvoir. Fin septembre, le gouvernement a réduit les rations données à la population, qui ne couvraient d'ailleurs (avant la réduction) que 30% des besoins en calories.

Cette situation a produit une fissure notable dans la société. De nombreux

Des exécutions dans tous les milieux

déserteurs fuient vers le nord, contrôlé par les Kurdes. Depuis la répression de 1991, le fossé n'a cessé de se creuser entre la population et le régime, malgré les efforts de celui-ci pour n'en rien montrer.

Le déplacement de divisions de l'armée irakienne peut donc être une mesure destinée à susciter une réaction nationaliste et à ressouder la population derrière le pouvoir. Malheureusement, l'initiative est une erreur tragique (tragique pour la population irakienne, évidemment) qui fait curieusement tout à fait le jeu de l'administration américaine...

futurs contrats, une fois que le blocus sera levé. Elf, Total, Alcatel, Schneider sont sur la liste. Les responsables irakiens, également, se déplacent beaucoup à l'étranger. On comprend donc que la volonté internationale de maintenir le blocus s'est quelque peu émuée. Même des businessmen américains ont reçu des invitations à se rendre en Irak, et téléphoné à l'ambassade des Pays-Bas à Bagdad, chargée de représenter les intérêts américains. On leur répond qu'ils risquent des poursuites judiciaires dans leur pays s'ils se rendent en Irak. Ils contournent la menace en ne se faisant pas tamponner leurs passeports à l'entrée et à la sortie du pays, et en se faisant faire des visas sur feuille volante...

Certains pays, comme la Turquie, ont perdu des milliards de dollars parce que le commerce a été arrêté avec l'Irak. Le comité des sanctions de l'ONU est saisi de nombreuses demandes de levée partielle des sanctions. Le Pakistan veut qu'on autorise un vol hebdomadaire pour les pèlerins chiites pakistanais ; la Russie avait un chantier de production d'énergie électrique avec l'Irak ; Bagdad et Ankara négocient la vidange de l'oléoduc qui relie le nord de l'Irak à la Méditerranée en passant par la Turquie. Bref, la tendance générale est à alléger, voire supprimer le blocus. A tel point qu'en mars dernier, la France, la Chine et la Russie ont signé un communiqué affirmant que l'Irak avait respecté les résolutions de l'ONU et que le blocus ne se justifiait plus. Seuls les Etats-Unis se sont opposés à la promulgation de cet texte. ♦

RENÉ BERTHIER
(extrait des Cahiers
du groupe Février)

Irak, février 1991 : une usine détruite par les Américains. Photo Coskun/Sipa.



LES HOMMES D'AFFAIRES PIAFFENT — La guerre est une chose fort utile pour les capitalistes. Elle fait gagner beaucoup d'argent à ceux qui vendent le matériel qui sert à détruire, et elle en fait encore gagner à ceux qui vendent le matériel destiné à remplacer ce qui a été détruit. C'est un peu à un conflit entre ces deux fractions capitalistes, qui se cristallisent autour de la question irakienne, que nous assistons aujourd'hui.

Dès mai 1991, des négociations se déroulaient entre deux compagnies pétrolières, Elf et Total, qui se voyaient proposer des gisements en Irak, en échange de l'appui de la France à l'ONU pour la levée, au moins partielle, de l'embargo. Début juillet 1994, plusieurs délégations d'hommes d'affaires français se sont rendues en Irak, suivies de près par des délégations allemandes, italiennes, espagnoles, japonaises, chinoises et pakistanaises... toutes chargées de négocier d'éventuels

(1) Que l'administration américaine avait tenté de présenter comme une usine nucléaire, mais que, manque de chance, des experts de l'ONU venaient de visiter sans rien trouver de suspect.

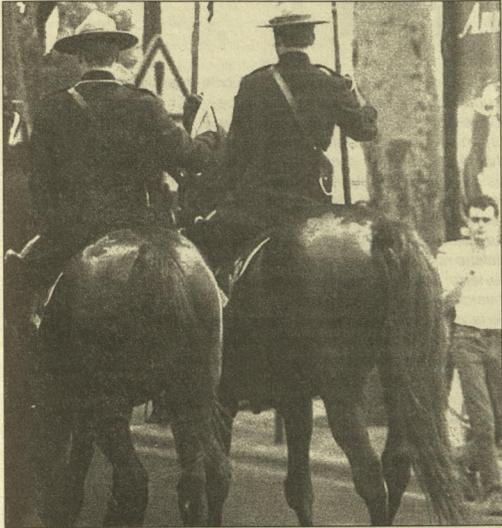
(2) Un colonel français écrira dans *Libération* : « De cette inaptitude au combat, les services de renseignements américains [...] étaient évidemment conscients. Mais la faiblesse considérable de l'armée irakienne n'était pas chose avouable... Pour qu'une guerre entre les immenses Etats-Unis et le petit Irak soit acceptable pour l'opinion occidentale, il fallait que Saddam Hussein soit représenté comme un abominable dictateur, ce qu'il est assurément, et son armée comme une redoutable puissance, ce qui manifestement faux. » Il fallait, ajoute-t-il, « faire apparaître les Irakiens comme plus forts qu'ils ne l'étaient en réalité. L'étonnant est que cette manœuvre ait pu, en France, n'avoir été perçue que par de très rares observateurs. » (Colonel J.-L. Dufour, *Libération*, 27 février 1991).

(3) Dans la ville de Nasirya, au sud, la tribu d'un homme ainsi mutilé se serait vengée en prenant d'assaut les locaux du Parti Baas et aurait coupé les oreilles de tous les officiels baassistes présents...

(suite au prochain numéro)

APRÈS LA VICTOIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS AUX ÉLECTIONS PROVINCIALES

Vive le Québec libre ?



De Montréal — Le Parti québécois (PQ), indépendantiste, vient de remporter les élections provinciales québécoises, et c'est Jacques Parizeau, son leader, qui est devenu Premier ministre de la Belle Province. Cela signifie-t-il que l'on s'achemine vers la « souveraineté » du Québec ? Certainement pas. Il est prévu d'organiser, de nouveau, un référendum sur la question, mais il est fort probable — tout comme en 1980 — que les Québécois disent une fois encore « non » à l'indépendance. D'abord par crainte des conséquences qu'entraînerait un tel processus ; ensuite, parce que le vote péquiste de ces dernières élections, plus qu'un acte de foi séparatiste, a été avant tout un vote-sanction contre le Parti libéral, jusqu'alors au pouvoir. Ce dernier point est largement paradoxal quand on

songe que les sociaux-démocrates du PQ ont fait, quand ils gouvernaient entre 1976 et 1985, ce que les socialistes ont pu faire en France : flexibilisation et précarisation du travail ; cadeaux au patronat ; remise en cause des acquis sociaux ; libéralisme à outrance... Autant dire que le projet de souveraineté que défend le PQ n'est guère un projet de réforme sociale ! Si on ajoute, pour être complet, que le PQ s'est montré à plusieurs reprises hostile à l'encontre des Amérindiens, qu'il accuse de menées anti-nationales, et partisan de d'avantage de répression face à leurs revendications, on aura là l'image parfaite d'un parti populiste et nationaliste. Alors, bien entendu, les péquistes et l'ensemble des nationalistes québécois mènent un débat qui n'a pas lieu d'être et qui dissimule d'autres problématiques. Car, à quoi sert de se fabriquer une nouvelle frontière, un nouvel Etat-nation qui reproduirait l'identique des structures existantes de domination politique et d'exploitation économique ? Les patrons québécois ne changeront pas, ils commerceront toujours avec leurs voisins anglophones. Les

populations francophone et anglophone n'en seront que d'autant plus divisées, même si leur quotidien n'en changera pas pour autant. Ici, comme ailleurs, le danger vient d'un repli identitaire autour de valeurs culturelles (linguistiques, en l'occurrence), qui prend le pas sur la vraie lutte à mener : pour la justice et l'égalité sociales.

Le nationalisme est loin d'être anecdotique, et les anarchistes organisés rencontrés au Québec ici s'emploient à lutter contre lui. Déjà, des contacts, jusqu'alors inexistantes, ont pu être pris entre groupes libertaires québécois francophones et anglophones. Cette ouverture est aussi, à terme, une ouverture sur le reste du continent nord-américain. L'idée a germé de créer une fédération anarchiste bilingue. Si on est encore loin de sa réalisation, cette envie existe toutefois de fédérer des groupes très dispersés actuellement et d'unir les énergies. Car il est urgent que les propositions anarchistes d'alternative sociale soient mises en avant. ♦

PHILIPPE
(liaison FA de Bourges)

« ANARCHY IN UK »

La semaine dernière, en plus de l'annonce du festival « Anarchy in the UK », vous avez pu lire un de nos communiqués vous faisant part de notre réserve vis-à-vis du programme. En effet, à côté d'un certain nombre de thèmes sociaux sur lesquels se penchent volontiers les anarchistes, sont affichés des sujets qui ont plus à voir avec le Vatican ou les sectes comme, par exemple, paganisme, occultisme, anarchisme chrétien, droit des animaux... Arrêtons là !

En conséquence, si nous ne pouvions pas passer sous silence une rencontre anarchiste, nous ne pouvions pas non plus vous cacher nos

réticences quant à ce type d'irrationalités dont nous avions déjà eu un aperçu à l'exposition internationale anarchiste de Barcelone.

Quoi qu'il en soit nous attendons que ceux qui se rendront à Londres pour cette rencontre nous fassent connaître leurs impressions et réflexions.

Les RELATIONS INTERNATIONALES de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

N.B. : outre les thèmes évoqués ci-dessus, des débats auront lieu sur les sujets suivants : antifascisme, sexualité, féminisme, Irlande du Nord, grève des mineurs en 84-85.

« ANARCHY IN UK »

LONDRES, du 21 au 30 OCTOBRE 1994

**Renseignements : Anarchy in UK,
PO BOX 1096**

BRISTOL BS 99 1BW, GRANDE-BRETAGNE

Une affiche contre les lois sécuritaires

DU RMI A LA REPRESSION POLICIERE

L'ETAT VEUT CASSER NOS REVOLTES !

*Interdictions de manifester
Contrôles au faciès
Expulsions en "urgence absolue"
Surveillance vidéo, et encore plus
de commissariats de police...*

**REFUSONS
LES LOIS
SECURITAIRES**

**LUTTONS POUR L'EGALITE
économique et sociale !**

FEDERATION ANARCHISTE

A l'initiative de la FA de Lyon, nous avons édité l'affiche ci-dessus. Le paquet de 100 exemplaires coûte 85 F. A commander à notre librairie (chèque à l'ordre de Publico).

NICARAGUA

Femmes en lutte

Depuis plusieurs années, existe au Nicaragua un fort mouvement des femmes.

Parties de conditions très difficiles (situation de guerre, une société très machiste...), elles sont arrivées à des résultats significatifs.

A Masaya, petite ville du Nicaragua, un groupe de femmes autonomes vient de se créer en mars 1994. Pour le moment,

elles travaillent en quatre groupes ; trois de ces groupes sont formés de femmes des bidonvilles apparus avec les occupations de terres.

Dans deux de ces groupes, le travail porte sur la santé des femmes, dans le troisième sur la violence sexuelle. Elles font des ateliers de travail chaque semaine auxquels

participent une vingtaine de femmes.

Le quatrième groupe est formé de femmes handicapées.

Le travail est fait en relation avec le ministère de la Santé qui s'occupe, lui, des familles, tandis que le collectif se charge des femmes handicapées. L'objectif

principal étant l'auto-estimation (reprise de confiance en soi).

Pour l'année 1994, le collectif a de nombreux objectifs :

- étudier les réalités, les nécessités et les intérêts des femmes du bidonville ;

- mettre en place un centre de documentation spécialisé sur les femmes ;

- apporter une aide aux femmes victimes de violences ;

- faire un travail de sensibilisation auprès des institutions qui s'occupent des violences et de la population en général.

Le collectif a démarré ses activités (location d'un local, installation du téléphone, achats de matériel éducatif...) avec les 400 dollars qu'on leur a remis en mars. Notre objectif est de continuer à leur apporter une aide financière.

Si vous voulez les contacter : Colectiva de Mujeres de Masaya, Del Banic 80 vrs al sur, Masaya, Nicaragua. ♦

PADI

N.B. : Padi, BP 232, 75624 Paris cedex 13.

A LA PETITE SEMAINE

**La ministre, la députée
la « bourrelle » et la tortionnaire**

A chaque rentrée scolaire, la parution du nouveau *Petit Larousse* entraîne invariablement de brefs commentaires amusés sur l'évolution du langage. Mais l'enregistrement de mots ou expressions largement répandus et jusque-là ignorés des dictionnaires mérite mieux.

Car cette officialisation peut parfois traduire un extraordinaire progrès social. Ainsi, cette année, le genre des mots « ministre » et « député(e) », qui désormais pourront s'utiliser, selon les cas, au féminin comme au masculin. « La ministre de l'Intérieur devisant avec une députée sur leur projet de rétablissement de la peine de mort », ça a de la gueule, non ?

Témoins de cette irrésistible marche vers l'égalité dans l'inutile ou l'odieux, quand la « bourrelle » ne sera plus seulement la femme du bourreau mais avant tout l'exécutrice des hautes œuvres, lorsque enfin de pauvres bougres pourront mourir sous les coups répétés d'une tortionnaire, quelle prodigieuse avancée nous aurons vécue !

FLORÉAL

BILLET D'HUMEUR

Téléscopages

Les hasards de la programmation des chaînes de télévision réservent toujours des surprises riches d'enseignements. En pleine polémique nauséabonde sur le passé pétainiste de François Mitterrand et juste après son passage plus piteux que pitoyable le lundi sur France 2, ARTE proposait, le mardi 13 septembre, un film de Carmen Börsch dont le titre *Nous sommes des survivants, interrogez-nous !* semble avoir été formulé pour apporter un contrepoint aux dénégations peu convaincantes du Président.

Ces 52 minutes sont consacrées à quatre Allemands qui ont fui leur pays à l'avènement du nazisme et ont trouvé refuge en France. Pas d'images d'archives, pas d'effets de caméra ni de montage savant, pas d'autre présence à l'écran que sobremment l'alternance de plans rapprochés sur ces quatre modestes acteurs de l'histoire, quatre allemands antinazis, et pourtant une véritable leçon d'histoire. Ils témoignent sur l'époque à travers le récit de leurs expériences particulières. Ils ont tous échappé à l'arrestation en Allemagne grâce à des complicités allemandes (la concierge qui avertit son locataire de la présence de la Gestapo dans son appartement, ou le policier — « véritable social-démocrate » —, qui laisse partir la communiste qu'il vient d'arrêter quand le SA, qui l'accompagne, a le dos tourné). On est bien loin de l'image de l'unanimité du peuple allemand derrière son Führer. De plus, il est toujours opportun de rappeler que les premières victimes de la terreur nazie furent les Allemands eux-mêmes et que la mobilisation contre le nazisme à l'extérieur de l'Allemagne fut loin d'être générale : l'un d'eux nous rappelle, à son arrivée en France, l'étonnement des Français des classes moyennes qui, ayant bien des sympathies pour le chancelier Hitler qui avait jugulé le chômage et faisait arriver les trains à l'heure, ne comprenaient pas que lui, un non-juif, ait dû quitter l'Allemagne.

A leurs problèmes d'insertion dans la France des années 30, ont succédé les difficultés autrement plus

graves de survie dans un pays occupé qui collaborait avec l'Etat nazi. Ils ont été aidés par des Français courageux : des sans grade qui ont simplement ouvert leur porte au bon moment aux célèbres comme Marie Belle, de la Comédie Française, qui est intervenue pour faire libérer l'un d'entre eux. Ils ont été aussi les victimes des profiteurs qui leur faisaient payer leurs services au prix fort : le musicien nous raconte qu'il a dû vendre ses compositions pour survivre, il pianote pour l'exemple quelques mesures et nous reconnaissons *Panama, Panama*. Ainsi, cette chanson si typiquement « française » a été composée par un juif allemand ; aujourd'hui, je n'aimerais pas être dans la peau des héritiers qui touchent les royalties...

Enfin, ils ont été traqués par les policiers de l'Etat français, les agents de Monsieur Bousquet, et leurs supplétifs zélés, les miliciens, qu'ils distinguent systématiquement en les qualifiant de nazis français ; d'évidence, ils n'aiment pas les amalgames nationalistes. Fort heureusement, ils ont réussi à échapper à la mort, mais l'un d'entre eux nous raconte son arrestation à Toulouse par la police française avec sa femme et sa fille qui n'auront pas sa chance et partiront pour Auschwitz via Drancy où elles seront gazées. Eux savent, se souviennent et témoignent. Comment après les avoir entendus pouvoir croire un seul instant en l'ignorance du Président de la République ? Comment ne pas avoir la nausée au rappel de son amitié avec René Bousquet et ses plus proches collaborateurs, qui sont coupables de tels crimes ?

Ces quatre acteurs finissent leur vie modestement, sans avoir renié leur passé et sans avoir à le faire car ils ont, eux, vraiment la conscience tranquille. Pour autant, ils sont inquiets d'assister à la renaissance, partout dans le monde, de la bête immonde, et notent qu'aujourd'hui avec les progrès des techniques et l'intégration planétaire des polices, il sera difficile pour un exilé politique d'échapper aux mailles du filet... ♦

MATO-TOPÉ

POLICE NATIONALE

**Renseignez-vous
sur les RG !**

LORS de chaque manifestation, ils sont là et contribuent à leur façon à l'ambiance ineffable qui règne le long des cortèges. Entre deux slogans, on peut chercher à décèler parmi la foule ces maniaques de l'objectif. Fort heureusement, la discrétion est loin d'être leur qualité première, et il n'est jamais bien compliqué de repérer ces agents de l'Etat qui sur l'échelle policière sont à mi-chemin entre Pinot simple filic et James Bond. Selon un décret de 1967, les sbires des Renseignements généraux, car c'est bien d'eux dont on parle, sont chargés « de la recherche et de la centralisation des renseignements d'ordre politique, social et économique nécessaires à l'information du gouvernement ».

Quand une affaire de fichage politique est mise au grand jour, les politiciens de l'opposition du moment prennent des airs outrés mais une fois aux commandes du pouvoir, ils ont du mal à se défaire des si précieuses services des 4 000 fonctionnaires des RG (dont 800 pour la seule préfecture de Paris).

Après l'affaire Doucé (1) et celle de l'espionnage du Conseil national du Parti socialiste (2), Pasqua a jugé qu'il était temps de faire le ménage chez les « grandes oreilles ».

Si l'on en croit les dernières déclarations du ténor de la politique sécuritaire, les Renseignements généraux sont invités à faire peau neuve. Jean-Pierre Pochon qui succède à Claude Bardou — limogé après

l'affaire du PS — a envisagé « une refonte des services en quatre grandes divisions organisationnelles : la première est chargée du suivi des communautés étrangères, de l'intégrisme, de l'immigration clandestine et de la lutte contre le travail clandestin ; la deuxième des violences urbaines, internes et du terrorisme ; la troisième de l'information générale et de la vie de la cité (suivi économique et social, activités culturelles, vie de la presse prise sous l'angle économique-financier) ; la quatrième des ressources humaines » (3).

On est loin d'un démantèlement effectif des RG. De plus, l'abandon du suivi de la vie des partis politiques au profit de

**Les RG
nés sous Vichy**

l'étude des faits de société ne trompe personne. Les préfets pourront toujours avoir recours aux RG pour savoir si tel mouvement social risque de dégénérer ou pour connaître l'évolution des diverses composantes politiques présentes sur son département.

Par contre, on ne nous dit pas ce que deviendront les fichiers établis patiemment depuis la création des RG sous Vichy, en 1941. Cédons la parole à Georges Carrot, commissaire divisionnaire honoraire, conférencier à l'Ecole nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône) et à

l'Ecole des officiers de Paix de Nice, pour en avoir une petite idée (4) : « La loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que la Convention européenne de 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ont posé un certain nombre de problèmes aux RG et à la DST. Deux décrets du 27 février 1990 qui avaient permis la mise en place de fichiers informatisés faisant apparaître l'origine ethnique en tant qu'élément de signalement, ainsi que les opinions politiques, philosophiques, religieuses ou l'appartenance syndicale des personnes pouvant porter atteinte à la sûreté de l'Etat, à la sécurité publique ou se livrer à des actions terroristes ont dû être retirés précipitamment sous des protestations indignées. Les deux fichiers ont été finalement automatisés par décrets du 14 octobre 1991, mais assortis de garanties assez hypocrites et de contrôles très illusoire qui leur retireraient beaucoup d'efficacité s'ils étaient réellement appliqués » (sic).

Moins connu, le Service de coopération technique internationale de police (SCTIP) a lui aussi subi quelques réformes. Créé en 1961, en pleine période de décolonisation, il avait pour vocation le maintien de l'influence française dans les anciennes colonies. Au fil des années, le SCTIP a assuré la formation de milliers de policiers du tiers monde, mais a également été une source d'information inestimable pour l'Etat français. Ce qui n'a pas échappé à Pasqua. Il a enjoint aux 130 délégués de ce service, qui sont en contact permanent avec les responsables de la sécurité des pays où ils opèrent, de « porter une attention particulière aux phénomènes qui risquent d'avoir une incidence dans notre pays », mais aussi de se livrer à « une explication de notre politique ».

En outre, le SCTIP devra à présent lors de ses formations, vanter à ses élèves africains les mérites du matériel sécuritaire fabriqué par les entreprises françaises (5). ♦

CHRISTOPHE
(gr. Humeurs Noires - Lille)

Associations

CHAMPS-SUR-MARNE : CONCERT RAYMONDE ET LES BLANCS BECS
Raymonde et Les Blancs Becs et Disaster Drop seront au **Capsul Rock de Champs-sur-Marne (77)** le samedi 22 octobre, en soirée.
RBB/Goëland Prod, BP 97, 94303 Vincennes cedex.

TOURS : PARUTION DE « L'ANARCHO DU VAL DE LOIRE »
L'Union régionale CNT Centre de la CNT vient d'éditer le n° 12 de *L'Anarcho du Val de Loire*. Il est gratuit. Pour se le procurer, écrivez à : CNT, BP 1303, 37013 Tours cedex.

LIBRE PENSÉE : PARUTION DE « LA RAISON »
Le n° 394 (octobre 1994) de *la Raison*, mensuel de la Libre Pensée, vient de paraître. Un dossier sur Anatole France s'y trouve. Prix : 15 F (abonnement : 120 F). Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 46.34.21.50.

FLORANGE/THONVILLE (MOSELLE) : PROJET D'OUVERTURE D'UN LIEU ALTERNATIF LIBERTAIRE (RAPPEL)
Le Collectif d'Actions Libétaires (CALM) de la région de Florange/Thionville souhaite ouvrir un lieu autonome autogéré de rencontres, doté d'une bibliothèque et d'une salle de concerts. Il lance un appel au soutien financier, à tous ceux qui désirent voir l'anarchisme faire son chemin en Moselle (chèque à l'ordre de Eric Zanuttigh, avec mention au dos « Soutien espace CALM »). Collectif d'actions libétaires multilatérales (CALM) c/o Eric Zanuttigh, 5, rue des Potiers, 57190 Florange.

(1) *Libération* du 4-5 juin 1994, p. 20 et du 20 juillet 1994, p. 19.
(2) *Libération* du 7 juillet 1994, p. 2 et du 8 juillet 1994, p. 18.
(3) *Libération* du 15 septembre 1994, p. 34.
(4) *Histoire de la police française*, Georges Carrot, éditions Tallandier, 1992, p. 220-221.
(5) *Libération* du 12 septembre 1994, p. 23.

REVUE ARTISTIQUE

ARTS GRAPHIQUES

Le « Mouvement souréal clermontois »

Clermont-Ferrand est encore sous le choc de l'arrivée du premier numéro du *Mouvement souréal clermontois*.

Les copains ont jeté un pavé dans la tiédeur de la capitale auvergnate. Le mélange de collages, de textes, de dessins, avec pour couverture une guillotine, est un vrai cocktail pour les inconduits d'une vie sans temps mort et d'une jouissance sans entrave. Le lecteur est servi, il y trouve à la fois une pinte de rigolade, un zeste de poésie et une bonne rinqade de révolte. Ceci n'est pas le fruit du hasard, il n'est que le résultat de l'écriture automatique.

Les phrases et les dessins font prendre conscience, à tête reposée, de la miséricorde de l'espèce humaine en cette fin de vingtième siècle. Les élites du nouvel ordre mondial ne sont pas épargnées par le jeu de mots des copains. L'homme sous le joug de la société de consommation est mis au pilori, le MSC est le nouvel antidote contre l'ennui et la nouvelle aspirine pour un humanisme des familles anarchistes contre la barbarie capitaliste. Le lecteur ne peut que se rendre à cette évidence et détruire ses assurances, « *L'homme n'est rien d'autre que ce qu'il fait, il est condamné à être libre* », comme a dit Michou.

Le MSC donne un sens à son existence en sortant des sentiers battus. Il met son imagination au service de l'humanisme. Le nouvel ordre mondial n'a pas encore éteint les feux de la révolution.

Amis lecteurs de la presse anarchiste, une bouffée de MSC et les emmerdes de votre vie quotidienne n'ont qu'à bien se cramponner à leurs misères intellectuelle et affective. ♦

ROGER PALTOQUET

(gr. Spartacus de la FA - Clermont-Ferrand)

N.B. : MSC c/o Aténéo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

DÉTENTION

« Les Murs de la déraison »

Rolland Hénault - éd. de l'Impossible

Pour franchir en bonne compagnie les portes d'une centrale, la lecture de la patte follement drôle et dérisoire de Rolland Hénault, alias Guimou de la Tronche, et son œil clair sur la vie carcérale, est une œuvre de salut public (1).

Guimou de la Tronche, une plume qui s'envole en direct de ce flot d'humanité. De la haute voltige par dessus les murs de la bêtise. Et vlan, dans le panier de la bonne conscience !

Il y a de la tendresse frissonnante, il y a aussi ce couperet richesse-misère ; bien sûr, les prisonniers divers, ça renifle le salaud et l'humain. On passe d'un surveillant incestueux à un fonctionnaire banal, d'un mac obsédé à un rêveur d'espace. On

s'installe à l'intérieur de la taule, la détention a un goût, et pas seulement en cellule. Le sexe et le rêve à en devenir dingue derrière les murs de la déraison. La charité politico-médiatique dégoûtée, telle une balle de 11,43, un clin d'œil à Leroy-Ladurie pour un dialogue étonnant avec les détenus, et comme à l'air libre... la différence entre individus.

Ça « grenouille » vitalement et mortellement. Ça dégrasse l'intérieur de la beauferie ambiante. Sur fond d'ironie-dérision, un témoignage-constat-coup de gueule, le langage restant simple et les exemples éloquentes. ♦

CLÉMENT DEVILLA

(1) Rolland Hénault est professeur de lycée ainsi qu'à la centrale de Saint-Maur, chroniqueur dans divers journaux, auteur de bouquins, de chansons, et forme le duo idéal avec Elisabeth sur les planches.

N.B. : *Les Murs de la déraison*, Rolland Hénault, éditions de l'Impossible. Prix : 95 F. En vente chez l'auteur : BP 271, 36005 Châteauroux ou à la librairie du Monde Libertaire (pour tout envoi, ajoutez 10% de frais de port).

SPECTACLE LOUIS ARTI
« Le maladroit de l'homme »
vendredi 21
samedi 22 octobre
21 h
au Gueulard
NILVANGE (Moselle)

Borislav Kouzmanov un artiste bulgare sans compromission

LES MOTS paraissent insignifiants devant la beauté des graphiques de Borislav Kouzmanov. Les chefs-d'œuvre de l'artiste ont cette mission d'allier l'esthétique à l'historique. L'ensemble de son travail est la chronique de la Bulgarie de ces quinze dernières années.

Son atelier se situe dans la rue de la Commune-de-Paris, à Varna, au bord de la mer Noire. Ce moment historique permet d'associer cet artiste de grande valeur à son prédécesseur non moins célèbre, mais d'un autre registre, Gustave Courbet. La démarche de dynamiteur de la colonne Vendôme est assez proche de celle de celui des temps modernes. Borislav Kouzmanov fait exploser, à travers ses coups de petits burins, le silence qui semble emporter ce petit pays balkanique. Il y a eu le 10 novembre 1989 et la mise au rencartde Téodor Jivkov, l'autre Dracula des Balkans. Août 1994, rien n'a changé. La nomenclature rouge a toujours le pouvoir économique et attend, sans le désirer réellement, les prochaines élections pour asseoir sa domination politique. Le nouveau Parti socialiste bulgare (nouvelle appellation du Parti communiste) n'a rien à proposer, à part un accaparement complet de l'économie bulgare. Les autres partis politiques semblent être noyautés par une cinquième colonne bécapiste. La classe politique et le président de la République bulgare, Jelio Jeliev, sont les cibles privilégiées de Borislav. Jeliev ne rentrera pas

dans l'histoire de son pays autrement que sous les traits d'un homme corrompu. Jelio Jeliev n'a pas à s'inquiéter pour sa renommée, Borislav s'en occupe. Ce président, sans personnalité, ne sait pas encore qu'une guillotine l'attend dans le prochain travail du chroniqueur de Varna. Mais cessons de donner tant de place à ce Judas qui trouve dans les résultats de football de l'équipe bulgare l'espoir d'une réconciliation nationale.

Cette dernière ne semble pas apparaître à travers l'œuvre de Borislav. Sous l'ère jivkovienne, le peuple, sous le joug (1), défile au son des balalaïkas de la nomenclature rouge lors des cérémonies à la gloire de la dictature du prolétariat. Ce pessimisme accapare une bonne partie de son œuvre de la période du socialisme scientifique. Il y a bien deux œuvres qui se détachent par leur côté révolté, voire révolutionnaire. La barricade et l'exécution capitale d'un régime corrompu et impopulaire n'ont pas été bien appréciées par les censeurs de l'époque. Ces idolâtres du marxisme-léninisme, avec pour tête de chevet le buste de Vladimir, le sanguinaire rouge, ont remplacé leurs idoles d'hier par le Dieu dollar. Leur mentalité n'a pas changé, ce sont les nouveaux accapareurs et spéculateurs du nouveau régime. Et tout ceci apparaît bien dans l'œuvre de Borislav de l'après 10 novembre.

Les illusions du début ont laissé rapidement place à une évidence qui

semble se propager sur l'ensemble du pays : la Bulgarie n'est toujours pas sur la bonne route qui mène vers des lendemains sans angoisse. Actuellement, une part de la population espère en l'arrivée du nouveau messie, en la personne du fils du dernier tzar bulgare. La dernière œuvre de Borislav est le reflet de cette espérance. Siméon balaye à coups de knout toute la classe politique corrompue.

Mais, le peuple bulgare pourra sortir de son isolement, non pas en comptant sur un pseudo sauveur mais sur sa propre volonté. Les abstentions en masse, lors des élections municipales de Veliko Tirnovo et de Blagoevgrad donnent un certain aperçu d'une maturité politique de ce peuple qui a tant souffert depuis le XIV^e siècle.

Une leue, néanmoins, se dégage et se trouve dans sa propre histoire.

La Bulgarie, qui a donné naissance à Spartacus, au mouvement bogomile, au mouvement de Vlasso-Den, à de nombreux mouvements coopératifs (2), a de puissantes racines pour mettre en place une société beaucoup plus égalitaire.

Chaque peuple n'a que la société qu'il mérite. ♦

R. P. (gr. Spartacus - Clermont-Ferrand)

(1) *Sous le joug*, titre du célèbre roman d'Ivan Vazov, écrit à la fin du XIX^e siècle.
(2) *Histoire du mouvement libertaire en Bulgarie*, G. Balkanski, éditions Volonté anarchiste.

Ciné sélection



Les Mots perdus (quatre sketches en forme de cadavre exquis sur l'aphasie)

Le film de Marcel Simard, écrit en collaboration avec des aphasiques qui jouent leur propre rôle, sort, enfin, en France un an après son achèvement.

Les réalisateurs et les associations d'aphasiques souhaitent rompre l'isolement et l'incompréhension qui entourent cette maladie mal connue.

Des rencontres quotidiennes se déroulent à l'Entrepôt (7-9, rue Francis de Pressensé [métro Pernety], 75014 Paris), depuis le 19 octobre :

- du mercredi au samedi, à la séance de 18 h, avec des associations d'aphasiques ;
- à la séance de 20 h, avec le réalisateur ;
- le dimanche, après la séance de 18 h.

L'an 02 d'une petite république éducative

(suite de la « une »)

de Bonaventuriers bien décidés à continuer l'aventure contre vents et marées à s'auto-financer un maximum.

Et ce quadruple pari, est-il besoin de le préciser, relève purement et simplement de la quadrature du cercle tant il est vrai qu'il y aura toujours des tiraillements entre angoissés du scolaire et babas cool de la citoyenneté, tant il est vrai que s'il existait vraiment des mouvements sociaux comme ceux de nos rêves ça se saurait, tant il est vrai que ça fait belle lurette que les petites bandes et tribus faméliques de la galaxie libertaire ne disposent plus de branche armée pour lever l'impôt révolutionnaire et tant il est vrai qu'il sera toujours plus compliqué de vivre à beaucoup qu'à peu.

De cela, nous nous sommes bien évidemment très vite aperçu cette

année et le fier vaisseau Bonaventure s'est maintes fois trouvé secoué dans des tempêtes de tout ordre.

Trop de scolaire... pas assez, manque de citoyenneté, citoyenneté démagogique, déficit en communication, quasi-absence d'écho, solidarité étriquée ponctuée de quelques élans extraordinaires, auto-financement chaussé de semelles de plomb, collectif bla-bla guenillé de pauvres histoires de personnes, collectif soleil magnifique d'élans hélas éphémères, petites crises et grands drames, moments de bonheur extrême et flops de découragement... nous nous sommes faits la totale !

Nous nous sommes fait la totale, et pourtant nous sommes encore là à marcher, même avec des cailloux dans les souliers, la tête dans les étoiles. Bien décidés à avancer ensemble vers notre rêve commun.

Avancer ! Et ensemble ! C'est bien de cela dont il semble s'agir cette année.

Notre an 01, comme tous les ans 01, a usé jusqu'à la corde nos rêves sur la pierre ponce des réalités. Il nous a ballottés sur les récifs du tout ou rien. Et pour avoir cent fois



Septembre 1994, l'école Bonaventure vue de l'intérieur.

failli nous envoyer par le fond, il nous a fait découvrir un continent rare. Celui de la maturité et de l'humilité.

L'humilité, c'est être conscient de ses limites. C'est resserrer les

boulons. Rompre avec la dispersion. Faire des choix et les mener jusqu'au bout. Définir des urgences parmi les urgences. Et la maturité, c'est en complément de conjuguer ses rêves au temps du possible tout en continuant de conjuguer le possible au temps du rêve.

Cette année, nous devrions donc déshabiller les mots de leurs fringues d'apparat et du cliquant de leurs costumes de scène pour leur coller le bleu de chauffe du pragmatisme.

Concrètement, il va s'agir pour nous d'asseoir un peu plus les apprentissages scolaires et de se fixer des objectifs précis au niveau de l'apprentissage de la citoyenneté. Des objectifs en termes d'étapes. Il va s'agir également d'approfondir nos relations avec une partie seulement de notre extérieur et de rompre avec une dispersion allumée en permanence de superficialité. Il va s'agir encore d'assurer ce minimum de communication que représente un bulletin d'information et ce fondamental que représentent les conférences et l'organisation de la solidarité. Il va s'agir, enfin, d'apprendre à vivre ensemble, avec le meilleur et le moins meilleur des uns et des autres, et là encore aussi bien au niveau des Bonaventuriers oléronnaïses que des non oléronnaïses, de se fixer des objectifs et des échéances relevant de l'ordre du possible.

Il va s'agir de beaucoup de choses, donc. Plus précises, moins tape-à-l'œil que toutes celles qui fondèrent notre an 01. Mais... !

Mais tous les maçons vous le diront, même pour construire un palais, il faut commencer par construire les fondations et attendre qu'elles sèchent pour monter les murs. Dans le même ordre d'idée,

c'est seulement après avoir gâché et gâché encore du ciment qu'on pose le marbre. Et le marbre, c'est peu dire qu'on a envie de se le poser.

Viens nous voir, camarade, regarde, écoute et « vis » un peu les enfants de Bonaventure, des enfants comme pourraient et devraient être tous les enfants du monde, et tu comprendras tout de suite pourquoi.

Pourquoi nous n'avons pas le droit de ne pas mettre en actes, et en toujours plus d'actes, la révolution que nous avons dans le cœur.

Des rêves et des actes, des actes et des rêves... et si ce n'était pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas mais parce que nous n'osons pas qu'elles le sont ? Tu imagines ? Oui ! ♦

JEAN-MARC RAYNAUD

Pour le chantier, merci !

En septembre 1993, Bonaventure comptait 7 enfants et se trouvait déjà à l'étroit dans le petit deux pièces que nous louions à Saint-Pierre-d'Oléron. En janvier 1994, nous savions que deux ou trois enfants allaient arriver pour la rentrée d'après, et notre déménagement était de ce fait à l'ordre du jour. La course contre la montre commençait. Recherche de locaux plus grands à louer, infructueuse à l'issue de plusieurs mois de quête tous azimuts ; décision de construire un chalet en bois démontable sur un terrain mis à notre disposition, oukase administratif via une interdiction, sans exception, de construire ce type de bâtiment sur l'île d'Oléron... Malaise, car nous étions en mai, et sans solution à l'horizon. Puis opportunité de pouvoir disposer d'un terrain constructible ; décision en catastrophe des Bonaventuriers oléronnaïses de construire des locaux en dur, en se disant que la propriété des locaux demeurant collective, si l'aventure devait se déplacer en d'autres lieux, il serait toujours temps de revendre. Bref, pour Bonaventure, ce printemps 1993 aura tout entier été placé sous le signe de l'urgence, de l'urgence et encore de l'urgence !

A telle enseigne que, fin juin 1994, nous disposions d'un terrain, d'une partie de l'argent nécessaire à la construction (60 000 F), mais nous n'avions ni plan ni équipe pour construire, et à l'évidence nous n'avions pas la queue d'une chance de pouvoir mener à son terme et dans le délai de deux mois (pour la rentrée de septembre 1994) la construction de nouveaux locaux.

La conclusion s'imposait d'elle-même : après un an, Bonaventure allait faire un flop du tonnerre de Brest. Dur !

Et puis, ils sont venus ! De la Creuse, de Nantes, de Lyon, d'Albi, de Paris... de Belgique, de Norvège, d'Italie, du Portugal... Pour quelques jours, quelques semaines, tout l'été. Jeunes, moins jeunes, adolescents... Militants libertaires pour la plupart. Militants de la vie et de l'espoir

pour la totalité. Tous et toutes désireux de bâtir une école où les enfants pourraient apprendre à lire, à écrire et à compter au rythme de la liberté, de l'égalité, de l'autogestion, de l'entraide, de la citoyenneté... et échapper, un temps (celui de leur volonté), à la logique des abattoirs-abrutisseurs qui constituent le lot commun des scolarités ordinaires dans le système capitaliste. Et ils ont bossé, comme des fous, les yeux dans les étoiles et les mains dans le béton, en chantant, en riant, en refaisant le monde... Et le miracle a eu lieu ! En deux mois, 55 chevaliers du rêve ont réussi le tour de force de construire une école de 100 m² au sol avec une salle de classe, une cuisine, un coin centre de documentation et d'information (CDI), un coin informatique, un espace jeux, un espace repos... et quelle école ! Car, c'est peu dire qu'ils sont beaux, clairs, fonctionnels, conviviaux... ces nouveaux locaux de Bonaventure.

A tous ces camarades libertaires de « militance » et de cœur ou « tout simplement » de cœur, nous ne dirons jamais assez merci ! Merci de nous avoir offert leur temps, leur énergie, leur volonté de changer les choses. Merci de nous avoir fait découvrir le sens et la réalité de la solidarité. Merci d'avoir voulu partager notre espoir, de nous avoir fait partager le leur et, ce faisant, d'avoir apporté quelques pierres d'âme à l'édifice d'une révolution qui n'a de sens que si elle est en actes, en collectif et en positif !

Un colossal merci donc à tous et à toutes ces camarades. Un merci encore plus colossal à Alex qui, au pied levé, a assumé l'écrasante responsabilité de la « direction » du chantier et à Thierry qui fut mon compagnon de béton et mon ami d'un été et qui, malgré son mal être, sa désespérance et sa souffrance nous a offert, avant de se suicider, les derniers mois de sa vie.

Tous les enfants et les adultes de Bonaventure savent ce qu'ils vous doivent : l'essentiel ! L'essentiel d'une aventure à la vie, à l'amour et à la mort d'une révolte, d'un espoir et d'une révolution ! A l'heure d'aujourd'hui, ce sont des choses qui ne s'inventent pas !

Le prochain chantier, c'est où et c'est quand ? ♦

J.-M. R.

SOMMAIRE

Page 1 : Une nouvelle guerre du Golfe aura-t-elle lieu ? (suite de la « une »).

Page 2 : AC ! : un cadre unitaire pour lutter contre le chômage, Les principales décisions retenues à la réunion d'AC I.

Page 3 : Somport : la mascarade continue, Rendez-vous, Entrave à la liberté d'expression, Le 9, rue Saint-Sauveur comparait en référé.

Page 4 : Une nouvelle guerre du Golfe aura-t-elle lieu ? (suite de la « une »).

Page 5 : Vite le Québec libre ?, Anarchy in UK, Femmes en lutte.

Page 6 : A la petite semaine : La ministre, la députée, la « bourrelle » et la tortionnaire, Renseignez-vous sur les RG I, Téléscopages, Associations.

Page 7 : Le « Mouvement sourdier clermontois », « Les Murs de la déraison » de Roland Héroult, Borislav Kouzmannov, un artiste bulgare sans compromission, Ciné sélection : « Les Mots perdus ».

Page 8 : L'an 02 d'une petite république éducative (suite de la « une »).